



Les pensionnats et la fosse des enfants autochtones

Documents historiques et archivistiques regroupés

Et si on s'attardait à un autre côté de l'histoire...

Monique Khouzam Gendron

Gestionnaire et bibliothécaire professionnelle





2021, Monique Khouzam Gendron

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022

ISBN 978-2-9815821-2-6

Sujets traités

- Introduction
- Les causes du décès des enfants autochtones
- Pensionnats autochtones au Canada et sépultures : sauter aux conclusions sans les faits historiques
- Certains autochtones ont apprécié leurs pensionnats : Témoignages
- Les pensionnats : Un autre côté de l'histoire
- Pensionnat de Kamlopps : ce que les évêques canadiens auraient dû dire...
- La vérité sur les pensionnats amérindiens du gouvernement canadien
- Que pourraient révéler les archives religieuses?
- Accusations du Premier ministre Justin Trudeau et réponses personnelles
- Conclusion
- Remerciements

Introduction

Depuis la triste découverte de la fosse d'enfants autochtones, un flot d'informations et d'émotions ont circulé au sujet des pensionnats et des enfants autochtones. Malheureusement, certaines personnes qui ont pris la parole ou utilisé leur plume dans cette cause n'ont pas livré toute la vérité mais des demi-vérités, des exagérations et des informations trompeuses sur les pensionnats et les fosses d'enfants autochtones. Il y a eu des généralisations et plusieurs attaques non justifiées contre les missionnaires, les religieux et religieuses catholiques qui ont consacré leur vie à aider les plus malheureux, et ce, à cause de certains préjugés contre l'Église catholique et pour conséquence une cinquantaine d'églises ont été brûlées ou vandalisées dans les provinces de l'ouest du Canada en 2021.

Pour avoir le cœur net à titre de bibliothécaire professionnelle et par souci de mettre les pendules à l'heure, j'ai fait des recherches et plus je fouillais et plus je découvrais que plusieurs documents historiques et archivistiques qui traitent de cette cause lèvent le voile sur les distorsions de la vérité qui ont circulé.

Même si ma recherche n'est pas exhaustive, j'ai cru bon de rassembler ces textes dans ce document, car elles sonnent vraies, puisque ce sont des cas vécus et des écrits de spécialistes de l'époque et non des ouï-dire.

Personnellement, je n'ai aucun mérite si ce n'est que celui de les avoir rassemblés. Le vrai mérite revient aux auteurs de ces textes et à ceux qui ont effectué les recherches nécessaires pour les diffuser et nous éclairer.

Monique Khouzam Gendron

Les causes du décès des enfants autochtones

Ce sont surtout les épidémies de tuberculose qui ont causé la mort de nombreux enfants dans les années 1910-1920 à cause de négligences financières et fédérales dans des écoles résidentielles financées par l'État dans l'Ouest canadien et l'inexistence de remèdes à cette époque.

Ensuite, le gouvernement fédéral a refusé de payer pour le transport des corps d'enfants vers leurs lieux d'origine, les coûts du transport étaient trop élevés. L'Église catholique n'est pas en cause dans le décès des jeunes amérindiens, comme l'allègue Justin Trudeau.

Les circonstances historiques sont décrites en détail au lien ci-dessous citant un rapport de l'Inspecteur médical du ministère canadien de l'Intérieur et des Affaires indiennes, le Dr. Peter H. Bryce. Ce haut directeur avait la responsabilité de tenir les dossiers de santé des amérindiens du Canada. Il a écrit un livre en 1922 intitulé *The Story of a National Crime* pour faire connaître la grande négligence financière et médicale fédérale dans cette affaire. Est-ce que cela justifie que le gouvernement efface ces traces et mette tout le blâme sur l'Église ?

<https://www.lifesitenews.com/news/canadian-govt-ignored-inspectors-warning-in-1907-of-prime-conditions-for-outbreak-of-epidemics-at-residential-schools>

En fait, l'importance de la réduction des coûts a été mentionnée par le National Post, qui a signalé que le ministère (fédéral) des Affaires indiennes a refusé d'expédier les corps des enfants vers leurs localités d'origine à cause des coûts impliqués. "The graves were never a secret : Why so many residential school cemeteries remain unmarked - Indian Affairs refused to ship home children's bodies because of the cost; it follows that most were buried on or near school grounds.

Canadian government ignored inspector's warning in 1907 of 'prime conditions' for 'outbreak of epidemics' at residential schools.

Accusations of blame leveled at the Catholic Church could be misplaced, according to the findings of Dr. Peter H. Bryce that were published in his 1922 book *The Story of a National Crime.*"

(Source : Isabelle O'Connor)

Pensionnats autochtones au Canada et sépultures Sauter aux conclusions sans les faits historiques

REAL Women of Canada / 2021-06-21 /Traduction libre/ Rapport de Dr Scott Hamilton, anthropologue, de l'Université Lakehead à Thunder Bay, chargé par la *Commission Vérité et réconciliation* d'examiner les cimetières des écoles autochtones.

Dr Scott Hamilton a étudié en profondeur le problème des cimetières, notamment celui de l'ancien pensionnat de Kamloops où 215 enfants auraient été enterrés. Les médias ont écrit de nombreux articles sur cette tragédie sans enquêter sur les faits, ce qui révèle une autre perspective sur la situation.

Selon le récit des médias, le cimetière était une fosse commune (terme décrivant habituellement les crimes de guerre ou les massacres) d'enfants qui ont été négligés, maltraités et abandonnés dans les pensionnats et enterrés dans le cimetière pour cacher leur mort. Ce serait une histoire choquante si elle était vraie.

Pourtant, la *Commission Vérité et réconciliation* a retenu les services du Dr Scott Hamilton, du département d'anthropologie de l'Université Lakehead à Thunder Bay, en Ontario, pour étudier la question des enfants décédés dans les pensionnats et enterrés sur les terrains des écoles. L'examen qu'il a fait de cette question est révélateur et très différent des perceptions créées par les médias. Qui-conque a des doutes sur le résumé qui suit, devrait lire le rapport de 44 pages de Dr Hamilton lui-même :

<https://ehprnh2mwo3.exactdn.com/wp-content/uploads/2021/05/AAA-Hamilton-cemetery-FInal.pdf>

Résumé du rapport de Dr Scott Hamilton

Dr Hamilton commence son rapport en expliquant qu'il est difficile de trouver des réponses, parce que certains pensionnats autochtones ont été reconstruits à différents endroits sous le même nom, que les preuves matérielles étaient difficiles à trouver puisque l'histoire s'étendait sur plus d'un siècle dans de nombreux cas, et que les documents d'archives n'étaient pas toujours disponibles. Le travail du Dr Hamilton s'est donc concentré sur les documents qui ont survécu. Son rapport est une explication révélatrice des quelque 100 ans de fonctionnement de 150

pensionnats autochtones au Canada. La recherche indique qu'au moins 3 213 enfants seraient morts dans ces pensionnats.

Mortalité autochtone

Selon Dr Hamilton, les maladies transmissibles ont été la principale cause de mauvaise santé et de décès chez de nombreux Autochtones au cours du XIXe siècle et au début du XXe siècle. La tuberculose, pour laquelle il n'existait aucun remède, était endémique durant cette période. Elle touchait davantage les Autochtones que les autres Canadiens. Les Autochtones avaient une résistance limitée aux maladies des nouveaux arrivants européens. Les conditions de vie généralement mauvaises dans les pensionnats auraient aggravé le problème. Certains enfants avaient probablement contracté la maladie avant de fréquenter l'école, mais d'autres ont été infectés dans les pensionnats bondés et mal construits par le ministère des Affaires indiennes, et non par les diverses églises.

Le rapport fédéral annuel de Dr Peter Bryce, médecin en chef au ministère des Affaires indienne en 1906, soulignait l'ampleur de la crise sanitaire chez les Autochtones. Il notait : « la population indienne du Canada avait un taux de mortalité plus de deux fois supérieur à celui de l'ensemble de la population ». Dans son rapport de 1909, Dr Bryce a déclaré qu'il avait entrepris l'examen détaillé de 243 élèves de sept pensionnats et conclut qu'il y avait une présence marquée de tuberculose dans tous les groupes d'âge. Selon lui, « pas un seul enfant ne présentait une température normale ».

La tuberculose n'était pas la seule épidémie de ces années-là, il y en avait d'autres, comme la dévastatrice « grippe espagnole » de 1918. Il n'y avait pas d'inoculation disponible pour endiguer les décès. Il n'existait pas non plus de médicaments antibactériens comme la pénicilline, ni de médicaments antiviraux et anti-inflammatoires à cette époque. Il est significatif qu'en 1948, le taux de mortalité des enfants autochtones dans les écoles ait considérablement diminué. Avant 1948, le taux de maladie ou de décès des élèves était élevé et la baisse ultérieure du taux de décès peut être attribuée aux progrès de la médecine.

Les pensionnats

Avant 1883, les missionnaires protestants et catholiques ont établi des églises et des écoles, et dans certains cas, des hôpitaux pour prendre soin des Autochtones de tous âges. Ces écoles avaient pour but de fournir une alphabétisation de base,

d'acculturer les enfants aux valeurs sociales et religieuses des non-Autochtones et de leur donner une formation professionnelle.

Ce n'est qu'en 1883 que le gouvernement canadien, sous l'égide du ministère des Affaires indiennes, a pris le contrôle d'autres institutions plus importantes, connues sous le nom de « système de pensionnats », pour les enfants indigènes, qui devaient fournir une formation à la fois académique et industrielle, dans le but de faciliter leur emploi et leur intégration dans la société euro-canadienne de plus en plus dominante. L'amendement de 1920 à la Loi sur les Indiens donnait au ministère des Affaires indiennes le pouvoir d'envoyer tout enfant indigène en âge scolaire dans un externat ou un pensionnat. Ce n'est qu'au début des années 1970 que le nombre de pensionnats en activité a commencé à diminuer fortement, pour finalement cesser ses activités en 1996.

Les sépultures et la politique d'inhumation du ministère des Affaires indiennes

Avec le temps, les croix de bois marquant les tombes se sont détériorées, tout comme les clôtures entourant ces cimetières. Par conséquent, certains de ces cimetières se sont perdus dans le temps. Un autre problème était l'entretien de ces cimetières de pensionnats. Le ministère des Affaires indiennes n'a pas accepté la responsabilité de les entretenir. Cette responsabilité incombait aux congrégations religieuses qui exploitaient ces écoles avec un financement gouvernemental insuffisant. Un autre problème était que ces cimetières de pensionnats étaient aussi parfois utilisés pour les enterrements des membres des municipalités voisines, mais les municipalités n'acceptaient aucune responsabilité pour l'entretien des cimetières.

Et pour résumer...

Il semble que tout au long de l'histoire des pensionnats autochtones, des procédures et des obstacles d'ordre financier ont empêché le retour des élèves décédés pour leur enterrement et l'entretien des cimetières situés à proximité des écoles. Les marqueurs en bois des tombes se sont désintégrés avec le temps, tout comme les clôtures entourant les cimetières, qui ont été envahies par la végétation forestière. Avec le temps, il est devenu difficile de déterminer les paramètres du cimetière et de connaître les personnes qui y sont enterrées.

Il n'y a aucune preuve de l'intention de cacher ces tombes. De plus, rien n'indique que les enfants enterrés dans ces cimetières oubliés depuis longtemps

soient morts de mauvais traitements ou de négligence. C'est pourtant ce que l'on est amené à croire à travers les récits des médias. (et même, selon les déclarations officielles mensongères *du Premier ministre* actuel du Canada, Justin Trudeau !)

L'histoire des pensionnats est déchirante à bien des égards. Cependant, il n'est pas raisonnable, sur la base des faits, d'accuser l'Église catholique et les autres institutions religieuses qui géraient les pensionnats, de négligence à l'égard des enfants ou de comportement insensible à leur égard et qui aurait conduit à leur mort.

S'il y a une faute, elle incombe au *ministère fédéral des Affaires indiennes* qui n'a pas fourni un financement adéquat pour les pensionnats, les enfants et les cimetières. Selon les médias, cette tragédie canadienne est le résultat de l'échec de l'Église catholique et d'autres institutions religieuses, ce qui constitue un sectarisme antichrétien pur et simple. C'est une autre tentative de discréditer la foi religieuse et de chasser la religion de la place publique. Les pensionnats sont l'outil utilisé à cette fin.

Source :

<https://realwomenofcanada.ca/jumping-to-conclusions-without-the-facts-in-the-indigenous-residential-schools-question/>

L'importance de se rappeler quelques témoignages...

Certains Autochtones ont grandement apprécié leurs pensionnats

Le dramaturge cri de renommée mondiale, Tomson Highway, a témoigné avoir eu de bonnes expériences dans l'un de ces pensionnats.

https://www.cqv.qc.ca/ce_qu_on_ne_dit_jamais_certains_autochtones_ont_grandement_apprecie_leur_pensionnat

Par [LifeSiteNews](#)

Traduction de Richard Décarie — Photo : [BiblioArchives/Flickr](#)

Alors que les églises catholiques du Canada sont vandalisées ou incendiées, il est bon de se rappeler que deux éminents autochtones ont attribué à leurs pensionnats le mérite de leur réussite dans la vie. Il s'agit du dramaturge cri de renommée mondiale Tomson Highway et de la défunte chef de bande dénée d'Inuvik, Cece Hodgson-McCauley. En outre, un certain nombre de personnes ont écrit des récits à la sénatrice Lynn Beyak, aujourd'hui à la retraite, témoignant avoir eu des expériences positives ou avoir entendu des récits de première main de bonnes expériences dans les pensionnats. En 2015, Tomson Highwaya déclaré au désormais défunt *Huffington Post Canada* qu'il avait passé neuf des "années les plus heureuses" de sa vie dans un pensionnat. L'école, appelée le pensionnat Guy Hill, était gérée par les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée. Né dans le nord du Manitoba, Highway a été envoyé au pensionnat à l'âge de six ans et y est resté jusqu'à l'âge de 15 ans, rentrant chez lui pour les deux mois de vacances d'été. Il a ensuite été mis en pension dans des familles d'origine européenne tout en terminant ses études secondaires à Winnipeg. "Tout ce qu'on entend, ce sont les choses négatives ; personne ne s'intéresse au positif, à la joie dans cette école", a déclaré Highway au journaliste Joshua Ostroff à propos de Guy Hill. "Neuf des années les plus heureuses de ma vie, je les ai passées... dans cette école", a-t-il poursuivi. "J'ai appris votre langue, pour l'amour de Dieu. Avez-vous appris ma langue ? Non, alors qui est le privilégié et qui est le défavorisé."

M. Highway a laissé entendre qu'il y avait autant d'histoires "positives" sur les pensionnats que d'histoires "négatives" entendues par l'enquête *Vérité et réconciliation du Canada* sur le système de pensionnat qui a vu des dizaines de milliers d'enfants des communautés nordiques emmenés loin de leurs familles pour leur éducation. Il a également attribué à son école sa réussite, et aux autres pensionnats la réussite d'autres anciens élèves. "Vous avez peut-être entendu des histoires négatives de la part de 7 000 témoins dans le processus", a déclaré le dramaturge primé. "Mais ce que vous n'avez pas entendu, ce sont les 7 000 rapports qui étaient des histoires positives. Il y a aujourd'hui beaucoup de gens qui ont réussi dans ces écoles, qui ont des carrières brillantes et qui sont des gens très fonctionnels, très heureux, comme moi. J'ai une carrière internationale florissante, et cela ne serait pas arrivé sans cette école."

La vérité les ronge parce qu'ils ont peur de parler du bon côté du pensionnat

Cece Hodgson-McCauley a été la première femme chef parmi les 23 chefs de bande des Territoires du Nord-Ouest du Canada. Chroniqueuse de longue date pour le *Northern News Service*, Mme Hodgson-McCauley a écrit en 2012 une description de ce qu'elle a appelé "L'autre côté du pensionnat". Lorsque sa mère est morte, la future chef avait six ans et son frère deux ans et demi. Son père était trappeur et n'avait donc "pas d'autre choix" que d'envoyer ses enfants au pensionnat de Fort Providence, administré par des religieuses, pour qu'ils soient pris en charge pendant l'année scolaire. "J'ai passé 10 ans là-bas, rentrant chaque été pour les vacances sur le bateau de la mission", écrit Hodgson-McCauley. "Les nonnes nous ont appris tellement de choses. Je me souviens seulement d'une nonne qui était très stricte et d'une autre qui nous faisait trop prier. Dans chaque société, il y a des gens qui ont des personnalités qui sont du mauvais côté", a-t-elle poursuivi. "Mais je peux jurer sur la Bible que mon séjour au couvent a été bon. Nous mangions trois repas par jour, pas fantaisistes mais nourrissants, beaucoup de loisirs, chaque hiver ils nous construisaient un grand toboggan et nous nous amusions à glisser et nous faisons beaucoup de pique-niques en été et en hiver nous faisons des promenades en foin, en traîneau tiré par des bœufs. On posait des collets à lapin et on mangeait du lapin. Ils avaient du pemmican, c'est de la viande pilée que les indigènes apprécient grandement. Ils nous ont appris à tricoter des bas pour nous-mêmes, à faire des perles fantaisie pour les mocassins et à faire du travail à la

plume, de deux à douze plumes. Nous avons appris à faire nos propres robes, ils nous ont appris à cuisiner et à faire le ménage. Les garçons avaient le hockey et le baseball. Les garçons autochtones essayaient toujours de battre les garçons métis, c'était très amusant." Hodgson-McCauley décrit ses années à l'école comme les meilleures de sa vie. "Ma famille dit la même chose, ma sœur ne jure que par elle", a-t-elle déclaré à un intervieweur. "Nous avons été traités merveilleusement bien."

L'ancien chef — qui est décédé d'un cancer à l'âge de 95 ans en 2018 — a hérissé des plumes en suggérant que certaines personnes ont menti au sujet du système de pensionnat pour de l'argent. Contacté par la CBC, Hodgson-McCauley a insisté sur la valeur sociale des pensionnats, affirmant que "pour beaucoup d'enfants pauvres, c'était le seul endroit où les gens pouvaient obtenir trois repas carrés par jour." Hodgson-McCauley a également déclaré que des aînés l'avaient contactée au sujet de leur peur de dire la vérité.

"LA VÉRITÉ LES RONGE PARCE QU'ILS ONT PEUR DE PARLER DU BON CÔTÉ DU PENSIONNAT", a-t-elle écrit en lettres majuscules. On ne nous donne qu'une seule version de l'histoire, honte à notre gouvernement ! La sénatrice Lynn Beyak, aujourd'hui à la retraite, n'a pas eu peur de sonder les Canadiens pour connaître leurs convictions, bonnes ou mauvaises, sur les pensionnats et en a publié 104 sur son site Internet en 2017. Cinq d'entre elles ont été jugées racistes et ont donc eu la part du lion de l'attention des médias. Cependant, certaines des 99 autres contenaient des points de vue positifs sur les pensionnats, et ces points de vue ont été consignés par le journaliste Robert MacBain dans son article du 16 avril 2018 intitulé *Letters to Senator Beyak, Uncensored* dans *C2C Journal* :

— En tant qu'éducateurs à la retraite nous-mêmes, avec une expérience combinée de 26 ans dans des écoles autochtones et métisses, nous avons été témoins de première main des anecdotes et expériences positives de ceux qui ont tiré profit de leur fréquentation des pensionnats. Malheureusement, l'orthodoxie actuelle oblige à faire taire 'leurs voix'.

— En tant que frère d'une religieuse qui a travaillé dans le système, et neveu d'un jésuite qui y a également travaillé, je refuse catégoriquement de croire que toutes les personnes qui ont travaillé dans ces écoles étaient aussi mauvais qu'on les dépeint. Au contraire, ils cherchaient, SELON LES RÈGLES SOCIALES GÉNÉRALEMENT ADMISES À L'ÉPOQUE (NDLT), à faire le bien et à aider ces enfants.

— J'ai travaillé avec les Chipewyan en tant qu'employé de l'Église catholique de 1991 à 2001 (...) J'ai entendu de nombreux commentaires positifs de la part des

autochtones qui avaient fréquenté le pensionnat de Fort Resolution (...) Une femme, chef de sa communauté depuis quelques années, a déclaré : “J’avais hâte de retourner au pensionnat. Vous étiez propres et vous aviez de la bonne nourriture.” J’ai connu une autre famille de huit enfants. Le père était un trappeur qui passait l’hiver sur les terres arides. Sa femme a contracté la tuberculose et a été placée dans un hôpital d’isolement à Fort Resolution. Les enfants étaient emmenés par le papa chaque année au pensionnat pour les garder en sécurité. C’était très dur pour le plus jeune, qui n’avait que 4 ans à l’époque — c’était même traumatisant d’être séparé de ses parents et de ses frères et sœurs plus âgés. Cependant, l’enfant a survécu alors qu’il ne l’aurait peut-être pas fait autrement. Les écoles doivent être considérées dans le contexte des circonstances sociales et économiques de l’époque.

— Mon mari a travaillé et vécu dans plusieurs communautés autochtones du nord qui ont grandement bénéficié de ces écoles et où les gens parlent très bien des soins et de l’instruction qu’ils ont reçus. On ne nous donne qu’une seule version de l’histoire. (...) J’ai passé plus de dix ans à vivre et à travailler dans des réserves et des établissements du Nord. Et je me souviens, en tant qu’enseignant, combien de fois nous avons dû convaincre la population de garder leurs enfants à la maison et de les envoyer à l’école de jour, plutôt que de les envoyer dans un pensionnat. Si les pensionnats avaient été si mauvais, pourquoi les parents insistaient-ils pour que leurs enfants y aillent ? J’ai personnellement vu beaucoup de bien émaner de ces écoles. J’admets que des erreurs ont été commises, mais ces mêmes erreurs existaient aussi dans la population en général. Oui, la plupart des gens étaient bien intentionnés et travaillaient avec les connaissances qu’ils pensaient les meilleures.

— J’ai vécu et travaillé à Prince Albert, SK, pendant un certain nombre d’années et j’ai eu l’occasion de rencontrer des enseignants retraités des pensionnats, et d’écouter leurs expériences également. Ceux que j’ai rencontrés étaient tous des gens bons, travailleurs et bien intentionnés. J’ai également eu l’occasion de rencontrer des membres des Premières nations, des enseignants et des avocats, qui sont aujourd’hui des leaders et des défenseurs efficaces au sein de leur peuple et en son nom, exactement parce qu’ils ont reçu une éducation dans ces pensionnats.

— J’ai assisté à une exposition d’art autochtone à Fort McMurray et j’ai rencontré une artiste autochtone qui m’a dit à quel point elle était reconnaissante envers les religieuses et les prêtres de sa communauté qui dirigeaient l’école, car pour elle, c’était un lieu de refuge. Elle m’a dit que ses parents partaient sur la ligne de piégeage et les laissaient se débrouiller seuls et qu’elle allait s’asseoir sur les marches de l’école en espérant que quelqu’un l’aide.

— Je suis moi-même un produit d’une école de couvent catholique et si certaines personnes qui ont fréquenté cette école avec moi diront maintenant que les religieuses étaient racistes et les traitaient injustement, ce n’était pas mon expérience. Oui, ils étaient stricts, mais les principes de gentillesse et de considération pour les autres étaient tenus en haute estime et ils m’ont inculqué des valeurs qui m’ont mené avec succès pendant plus de 40 ans dans le monde des affaires.

— Ma mère a une cousine qui a fréquenté un pensionnat et chaque fois qu’on lui pose des questions à ce sujet, elle lui dit que son expérience a été bonne, en fait elle attribue au système des pensionnats le mérite de lui avoir donné la possibilité d’avoir une bonne éducation. Son expérience au pensionnat était si bonne que lorsque le gouvernement fédéral a offert un règlement global en espèces à tous les anciens participants, elle a refusé de l’accepter.

— Je sais par expérience directe que les pensionnats ont apporté beaucoup de bien et, dans les années ’50, ils ont donné aux enfants des réserves l’occasion de voir la vie en dehors de la réserve, d’être éduqués dans plus qu’une école à une seule pièce pour tous et de participer à des programmes sociaux pour élargir leur expérience.

— Je pense aux nombreuses personnes qui ont fourni des vêtements et des fonds pour aider à faire en sorte que les enfants aient une bonne expérience au pensionnat alors qu’ils étaient loin de chez eux. Je ne suis pas assez naïf pour suggérer que dans certaines régions, il n’y avait pas de graves problèmes qui n’auraient jamais dû se produire, mais vous ne pouvez pas ternir tout le système avec la même brosse.

— Ayant travaillé pour et avec les autochtones du nord-ouest de l’Ontario — dont beaucoup sont mes amis — je soutiens ce que vous avez dit. N’y a-t-il pas deux côtés à cette histoire ? Pourquoi un seul côté est-il exprimé ? Honte à notre gouvernement.

Beyak a été viré du Comité sénatorial pour les peuples autochtones en avril 2017 pour avoir affirmé que les pensionnats avaient de bons côtés et s’est retiré du Sénat en janvier 2021.

Aujourd’hui, une personne qui travaille avec les autochtones du Canada a déclaré à *LifeSiteNews* sous couvert d’anonymat qu’il est très difficile pour les catholiques heureux parmi eux de parler de leurs expériences positives de l’Église. “Les autochtones catholiques qui aiment l’Église sont intimidés pour devenir des victimes, a-t-il dit. C’est une chose étrange où le gouvernement et la culture convainquent les indigènes qu’ils sont à nouveau des victimes.”

Nous voulions que le pape dise qu’il était désolé... nous l’avons entendu très clairement aujourd’hui.

La colère à l'égard du système canadien des pensionnats, qui a été fondé dans les années 1840 et n'a pas été complètement fermé avant 1996, s'est à nouveau enflammée en mai 2021, après la découverte de 215 tombes non marquées sur le site d'un ancien pensionnat à Kamloops, en Colombie-Britannique. On ne sait pas encore exactement de quand datent ces tombes ni à qui elles appartiennent, et encore moins la cause des décès. Le pensionnat a été confié à l'Église catholique de 1890 à 1969, date à laquelle le gouvernement en a repris la gestion. Il a continué à fonctionner comme un externat jusqu'à sa fermeture en 1978. Bien que le système des pensionnats – dont les Canadiens savent aujourd'hui qu'il était gravement défec-tueux et qu'il était un produit de l'époque paternaliste et raciste d'avant-guerre – ait été fondé et sous-financé par des gouvernements laïques, les médias grand public attisent la colère contre l'Église catholique, en particulier, pour son rôle dans l'administration des écoles.

Cette semaine, deux églises catholiques situées sur des terres des Autoch-tones en Colombie-Britannique ont été incendiées, et une église catholique de Mis-sissauga, en Ontario, a été barbouillée d'obscénités blasphématoires. Hier, la co-cathédrale catholique Saint-Paul de Saskatoon a également été vandalisée après la découverte de plus de 700 autres tombes non marquées à côté du cimetière d'un autre pensionnat. L'une des "fausses nouvelles" mises en avant par les médias grand public et les politiciens est que l'Église catholique a été réticente à présenter des excuses ou à faire amende honorable pour les abus commis dans les écoles qu'elle administrait.

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a pris soin de s'en prendre publiquement à l'Église, en déclarant : "Dites clairement que nous attendons de l'Église qu'elle assume la responsabilité de son rôle dans cette affaire et qu'elle soit là pour aider au deuil et à la guérison, y compris en fournissant les dossiers néces-saires. C'est quelque chose que nous attendons tous encore que l'Église catholique fasse."

En fait, l'Église catholique au Canada — et à Rome — reconnaît depuis long-temps que certains catholiques étaient en faute dans le système de pensionnats mandaté par le gouvernement. En avril 2009, le pape Benoît XVI a rencontré des représentants autochtones et s'est excusé pour les abus subis par les enfants dans ces écoles. Phil Fontaine, alors chef national de l'Assemblée des Premières nations, est sorti de la réunion satisfait. "Nous voulions que le pape nous dise qu'il était désolé et (...) qu'il avait de la compassion pour nous, a déclaré Phil Fontaine. Nous l'avons entendu très clairement aujourd'hui." Par la suite, le service de presse du

Vatican a légèrement brouillé les pistes en affirmant que le pontife avait “exprimé sa peine”.

“Compte tenu des souffrances que certains enfants autochtones ont connues dans le système des pensionnats canadiens, le Saint-Père a exprimé sa tristesse devant l’angoisse causée par la conduite déplorable de certains membres de l’Église et il a offert ses sympathies et sa solidarité dans la prière, a-t-il déclaré. Sa Sainteté a souligné que les actes d’abus ne peuvent être tolérés dans la société. Il a prié pour que toutes les personnes touchées connaissent la guérison, et il a encouragé les peuples autochtones à continuer d’aller de l’avant avec un espoir renouvelé.” L’Église catholique au Canada a pris part à la commission *Vérité et réconciliation* traitant des pensionnats autochtones de 2008 à 2015, et plusieurs évêques, dont ceux de l’Alberta et des Territoires du Nord-Ouest, et ordres religieux, dont les Jésuites, ont présenté des excuses aux peuples autochtones du Canada.

Certaines excuses catholiques ont été présentées devant la commission *Vérité et réconciliation*. En 1991, les missionnaires Oblats-de-Marie-Immaculée, qui ont fourni du personnel au plus grand nombre de pensionnats, ont présenté des excuses complètes pour leur participation au système, y compris les mots suivants : “Nous nous excusons sincèrement pour le rôle que nous avons joué, même si cette participation a pu être naïve et involontaire, dans la mise en place et le maintien d’un système qui a dépouillé d’autres personnes non seulement de leurs terres, mais aussi de leurs traditions culturelles, linguistiques et religieuses.” Après la découverte des 215 tombes non marquées sur le terrain de l’ancienne école, le pape François, la Conférence des évêques catholiques du Canada (CÉCC), l’archevêque d’Edmonton, Mgr Smith, et l’archevêque de Vancouver, Mgr Michael Miller, ont renouvelé leurs témoignages de solidarité avec les peuples autochtones du Canada.

Inspections “embarrassantes” ignorées par le gouvernement

Le refus du gouvernement canadien de fournir un financement adéquat et d’améliorer les conditions sanitaires dans au moins 35 de ces écoles est également passé sous silence dans le compte rendu des médias grand public sur le système des pensionnats. En 1907, le Dr Peter H. Bryce, médecin inspecteur du ministère de l’Intérieur et des Affaires indiennes du Canada, a effectué une inspection spéciale de 35 pensionnats autochtones et a rédigé un rapport détaillé sur leurs conditions déplorables. Ses recommandations n’ont toutefois pas été publiées par le gouvernement, qui a jugé le rapport trop embarrassant.

Le rapport et les recommandations ont ensuite fait l'objet d'une fuite dans la presse, et les découvertes choquantes de Bryce ont été publiées en 1922 dans un livre intitulé *The Story of a National Crime*. Bryce décrit les écoles comme étant dans un "état sanitaire défectueux", avec des exercices irréguliers, une ventilation insuffisante et l'admission d'élèves "déjà infectés par des maladies contagieuses". C'était "presque comme si les conditions propices à l'éclosion d'épidémies avaient été délibérément créées", a-t-il écrit.

Au début du XX^e siècle, le Canada a connu un taux de mortalité infantile élevé ; en 1900, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans était de 296,75 pour 1000 naissances, et les décès d'enfants ne sont devenus rares qu'après la Deuxième Guerre mondiale. Malgré cela, Bryce a signalé une "mortalité excessive" chez les enfants qu'il a étudiés, notant que l'infection — en particulier la tuberculose — était principalement contractée dans les foyers familiaux et se propageait ensuite dans les écoles. Les Premières nations elles-mêmes ont toujours été considérées comme moins résistantes aux maladies infectieuses, telles que les épidémies de grippe, la rougeole et la variole.

Source :

<https://www.lifesitenews.com/news/rescued-from-the-memory-hole-some-first-nations-people-loved-their-residential-schools>

Les pensionnats: Un autre côté de l'histoire

Voici une lettre qui vaut la peine d'être republiée d'une personne apparentée aux autochtones du nom de Jim Bissell, qu'il a écrite en réponse à un chroniqueur de *Sun* lié aux « pensionnats » qui ont mené certains non-autochtones à faire du terrorisme dans des églises.

Le temps est venu pour les personnes de 70 ans comme moi de dire la vérité. Un petit fond. J'ai grandi entouré de 4 réserves et d'une grande communauté d'autochtones (95%). C'était une communauté de gens merveilleux, gentils, très généreux, très pleins d'humour qui le restaient même quand ils étaient très pauvres. J'ai aussi une merveilleuse fille indigène qui a réussi avec des petits-enfants et des arrière-petites-filles.

Je ne suis pas catholique et je n'appartiens à aucune église. J'appartiens à moi et à ma famille mais j'aime les valeurs chrétiennes.

Il convient de noter que les missionnaires étaient pourtant très essentiels à notre succès dans les communautés du Nord à cette époque. J'ai eu mon premier test de tuberculose administré par un missionnaire essayant d'arrêter une épidémie de tuberculose. (Je la détestais à l'époque pour les égratignures sur mon dos LOL). J'ai reçu mes premiers points de suture d'une merveilleuse nonne. J'ai eu ma première dent arrachée par un missionnaire. Ma première radiographie par les religieuses. Mon premier professeur était un ange appelé Sœur Rita. Je ne l'oublierai jamais, elle et son amour profond pour tous les enfants qu'elle a rencontrés et enseignés au fil des ans. Mon meilleur professeur de tous les temps et elle n'était pas qualifiée selon les normes gouvernementales. Donc, bien que je n'aie jamais été catholique, leur église a été très bonne pour moi et bien que je connaisse maintenant un très mauvais prêtre, la plupart des gens étaient merveilleux.

Il y avait aussi deux pensionnats dans la communauté. Quand je suis arrivé dans la communauté, il n'y avait pas de téléphone, des routes en très mauvais état, surtout un accès hivernal, et pas beaucoup de services autres que les églises. L'école de la mission était là bien avant mon époque. Des anciens m'ont dit que de nombreux petits enfants, bien plus jeunes que l'âge scolaire, ont été déposés malades dans les missions, dans l'espoir que les religieuses pourraient les guérir. C'est triste à dire, beaucoup sont morts de la rougeole, de la diphtérie, de la tuberculose, de la variole, de la grippe et de nombreuses autres conditions des pauvres. Juste la réalité du nord. Il y a des années, la plupart des morts étaient placés dans les arbres afin que les oiseaux et autres animaux puissent les ramener à la nature.

Ce sont les églises qui les ont convaincus que cette partie de leur culture devrait être changée pour arrêter la propagation de la maladie, alors ils ont commencé à enterrer les morts. Si les morts étaient chrétiens, leur tombe était marquée par une roche peinte d'une petite croix en bois qui pourrissait en 25 ans environ. Personne ne pouvait se permettre une pierre tombale et s'ils le pouvaient, il n'y avait personne qui les fabriquait à l'époque. Les temps étaient durs et en fait désespérés dans les années 30. Beaucoup de gens ont dû la vie aux missionnaires et nous avons tendance à l'oublier.

Ils n'avaient pas toujours raison, bien sûr que non, mais ils voulaient en fait éduquer, nourrir et améliorer la vie de tous, peu importe d'où ils venaient. Les églises n'ont pas besoin de s'excuser d'avoir essayé d'éduquer les pauvres dans le seul système qui fonctionnerait pour les peuples nomades, elles doivent cependant s'excuser d'avoir protégé et déplacé les quelques pommes pourries. (prêtres).

Le gouvernement disant qu'ils sont désolés n'a pas de sens. Ils n'avaient aucune idée de l'impact de leurs décisions à l'époque et ils n'en ont pas maintenant. La plupart des générations plus âgées qui ont souffert sont mortes depuis longtemps et sont parties ou ont pardonné. Il me semble que beaucoup de la nouvelle génération veulent juste être des victimes et pensent que l'argent résoudra leur douleur. Nous devons comprendre que très peu de gens voulaient vivre dans le Nord dans des conditions isolées à l'époque juste pour aider quelques peuples autochtones. Après la prise en charge du système scolaire par le gouvernement fédéral, la plupart de mes enseignants du premier cycle du secondaire étaient des immigrants du Commonwealth britannique (Inde, Angleterre, Irlande et autres pays), car aucun enseignant de l'Alberta ne voulait vivre là-bas alors qu'il pouvait vivre dans ou à proximité d'une ville avec un médecin, une banque, une bonne épicerie, une ambulance et mon Dieu même un policier.

La qualité de mon éducation a souffert car du coup les religieuses n'étaient pas qualifiées pour nous enseigner en 1967 donc j'ai dû essayer de prendre des cours avec des professeurs avec un accent très lourd et difficile à comprendre et voulant déménager près des villes dès qu'ils le pouvaient. Dieu merci, les missionnaires étaient là depuis 300 ans. Étaient-ils tous bons ? Non, mais beaucoup étaient merveilleux et maintenant cela semble être oublié.

Combien de critiques d'aujourd'hui ont des parents qui sont allés dans ces communautés à cette époque pour essayer d'aider ? Pas beaucoup, je parie. Les médias d'aujourd'hui ne racontent que la moitié de l'histoire, alors je pense que nous, en tant que témoins, devons parler et dire la vérité. Si tu veux, je t'emmènerai sur une terre sacrée où des centaines de personnes ont été laissées sur les rampes et les

arbres ou allongées sur le sol quand elles sont mortes. Personne d'autre que la mémoire historique n'a marqué leurs tombes.

S'il vous plaît, croyez-moi quand je dis que les missionnaires n'étaient pas un groupe de personnes malfaisantes pour tuer de petits enfants comme cela paraît dans les médias d'aujourd'hui. Ce n'est pas ce dont j'ai été témoin. Les missionnaires savaient que les peuples anciens de notre terre ne pouvaient pas continuer à exister dans une société nomade et isolée, alors ils ont essayé de les éduquer et bien sûr de changer leur culture pour être plus compatible avec les conditions de l'époque. Avaient-ils raison ? Peut-être, je ne sais pas, mais au moins ils étaient prêts à essayer d'aider.

Comme je le dis à mes enfants, je ne peux pas devenir autochtone comme eux, mais ils peuvent devenir Canadiens comme moi et ils le sont. Il y a plus d'histoires de réussite que vous ne le pensez. Les missionnaires ne se sont pas contentés de jeter des corps dans le sol. La plupart étaient marqués d'une petite croix en bois réalisée par les frères de la mission ou les parents de l'enfant. Ces croix ont disparu depuis longtemps. Triste mais vrai. Je peux également vous emmener sur les tombes anonymes de nombreuses personnes qui n'étaient pas indigènes si vous le souhaitez. C'était la voie du nord.

Désolé de radoter si longtemps mais beaucoup de choses doivent être dites et si les aînés de notre société n'ont pas le courage moral de les dire, nous sommes de toute façon condamnés. S'il vous plaît, encouragez les gens à se lever et à se faire entendre pour le bien et pas seulement pour le mal. Merci et continuez à écrire.

Jim Bissell

<https://johnsullivancounselling.com/residential-schools-the-other-side-of-the-story/>

À lire aussi : Len Marchand, Matt Hughes : *Breaking Trail: The Autobiography of Len Marchand*, Caitlin , 2000, 230p.

Len Marchand (député de Kamloops et premier sénateur autochtone) « Breaking Trail » a grandi dans une cabane en rondins sans eau courante, ni plomberie intérieure et ses parents étaient analphabètes. Il attribue son succès à ses enseignants et à son éducation, y compris son passage au pensionnat de Kamloops.

Growing up on the far corners of the furthest reaches of the Vernon reserve, little did Len Marchand - or anyone around him - realize that he would end up spending most of his life in Ottawa. The first elected aboriginal member of parliament in all

of Canada, Len Marchand was involved in some of the most exciting, heady days of Canadian politics. Not only was he the first elected native person, he went on to serve as the minister of various portfolios, perhaps his favourite being the Ministry of Environment. Here he was able to use his background and education to affect one of the most sensitive issues of the 20th century, the environment.

This is Len's story, and it is a story of courage and hope that should inspire us all. Len Marchand grew up in a society that said people of his background couldn't vote, couldn't buy liquor, couldn't do much of anything without the approval of the Department of Indian Affairs. Yet he overcame all odds and served Canada - this country which relegated his people to second class - faithfully, first as member of parliament and then as senator.

Au sujet du pensionnat de Kamlopps Ce que les évêques du Canada auraient dû dire

<http://psnc.ca/wp-content/uploads/2021/06/PENSIONNAT-DE-KAMLOPPS.pdf>

Benoit Caron, professeur d'histoire nous rappelle les faits suivants :

1. Les pensionnats ont été créés par le parti fédéral conservateur au titre d'une politique d'extermination des populations autochtones.
2. L'Église, en la personne des évêques de l'époque, en particulier du saint Mgr Grandin, s'y est opposée autant qu'elle a pu.
3. Finalement, pour contraindre les Oblats à prendre en charge ces pensionnats comme les réserves indiennes, le gouvernement conservateur a coupé purement et simplement aux missionnaires tous les subsides qui leur permettaient de faire vivre leurs propres écoles qui étaient établies au plus près des familles.
4. Une fois au pouvoir, le parti libéral a maintenu cette politique d'extermination des populations autochtones en toute connaissance de cause jusqu'à l'arrivée de Jean Chrétien au Ministère des affaires indiennes en 1968.
5. Ces pensionnats ont été confiés aux catholiques, mais aussi aux autres églises chrétiennes sans tenir compte de la foi des familles et des enfants.
6. Avant de parler de mauvais traitements, l'Église devrait demander l'autopsie des restes pour déterminer les causes de la présence de ces ossements.
7. En attendant les résultats, l'Église devrait engager des poursuites judiciaires contre toute personne, tout média parlant de mauvais traitements.
8. Il est fort possible que ces enfants aient été victimes de la grippe espagnole, mais plus probablement des suites de la malnutrition ou de la tuberculose causés par la politique fédérale visant à limiter au maximum l'aide alimentaire aux Autochtones qui avaient été privés de la ressource des troupeaux de bisons décimés malgré les conseils de prudence donnés par les missionnaires aux Autochtones.
9. L'anonymat des victimes s'explique fort probablement par le fait que ces enfants étaient des enfants trouvés dont les parents étaient morts de faim dans les bois.
10. L'Église, les Oblats en particulier, devront faire les recherches qui s'imposent dans leurs archives pour tirer au clair cette affaire.

11. Si ce que nous venons de dire se confirme, l'Église devrait exiger des excuses de la part du gouvernement fédéral et même attendre des remerciements pour tout ce que l'Église a fait pour les sauver ces populations de leurs dures conditions de vie, des famines et de la politique fédérale d'extermination.
12. Cependant, l'Église catholique doit se désoler de ne pas avoir eu les moyens d'empêcher cette politique. Il en aurait été autrement si les opposants au Programme catholique du Québec, qu'ils soient conservateurs ou libéraux, avaient soutenu l'Église de l'Ouest, en lui donnant le poids politique qui lui a manqué.

Référence :

James Daschuk, *La destruction des Indiens des Plaines*, 2013, Université of Regina Press (édition en français : PUL, 2015, 365 p.)

La Renaissance catholique au Canada, avril 2026 :

<https://crc-canada.net/etudes-speciales/oeuvre-oblats-nord-ouest-canadien/gouvernement-federal-indiens-de-louest.html>

La vérité sur les pensionnats amérindiens du gouvernement canadien

Source : Isabelle et Ward O'Connor

<http://veritepensionnats.ca/index.html> (Actualisé le 11 Juin 2022)

<https://web.archive.org/web/20210705111816/http://veritepensionnats.ca/indian-residential-schools.html>

La vérité sur les pensionnats amérindiens au Canada est que le gouvernement fédéral a fait preuve de négligence criminelle par rapport aux conditions sanitaires dans ses pensionnats et qu'il a refusé de transporter les corps des enfants décédés à la suite de cette négligence, parce que le gouvernement estimait ces coûts (rehaussement des conditions sanitaires et transport des corps) trop élevés. C'est ce que rapportent les trois sources ci-dessous qui s'ajoutent aux autres sources.

Une quatrième source ci-dessous vient relater des témoignages positifs de la part d'Amérindiens concernant leur expérience dans ces pensionnats.

La cinquième source montre que l'Église catholique n'a jamais refusé de compenser les Amérindiens, bien au contraire.

La sixième source montre que l'Église catholique a présenté de nombreuses excuses au peuple Amérindien.

Les septième et huitième sources ci-dessous affirment que l'abus a souvent été perpétré par des membres du personnel qui n'étaient que de simples laïcs, laissés à eux même sans supervision (erreur de gestion du gouvernement fédéral qui ne voulait pas dépenser à ce chapitre - voir page 4 de la source 8) : employés de maintenance, superviseurs de dortoirs, concierges - et que le gouvernement fédéral n'effectuait aucune vérification des antécédents de ces employés avant leur embauche, puisque le gouvernement fédéral offrait un très maigre salaire à ces gens, de sorte qu'à peu près n'importe qui pouvait être embauché. Une témoin affirme même, en page 15 de la source 8, qu'elle est certaine que le prêtre qui était dans son bureau n'avait aucune idée de ce qui se passait dans les dortoirs ou la cafétéria. Elle disculpe elle-même les religieux. Dans la source numéro 7, il est affirmé que lorsque les cas d'abus venaient à se découvrir par la direction religieuse, les employés impliqués étaient congédiés sur le champ.

Il faut aussi savoir que c'est la Loi fédérale sur les Indiens (1876), avec ses modifications de 1894 et 1920, qui a forcé les Indiens à fréquenter les pensionnats amérindiens.

<https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/loi-sur-les-indiens>

1. Article du *National Post*

Dans son article publié dans le *National Post*, le 2-3 juin 2021, intitulé “The graves were never a secret : Why so many residential school cemeteries remain unmarked : Indian Affairs refused to ship home children’s bodies because of the cost ; it follows that most were buried on or near school grounds”, l’auteur, M. Tristin Hopper, affirme que “Les tombes des enfants amérindiens n’ont jamais été un secret : Le ministère fédéral des Affaires indiennes refusait de transporter les corps des enfants en raison des coûts ; ils étaient donc inhumés, sans identification, sur le terrain des écoles ou tout près de ceux-ci”.

Voir la traduction en français de cet article :

www.veritepensionnats.ca/uploads/1/2/7/3/127330543/article_np_2_et_3_juin_2021_traduction_en_francais_par_google.pdf

Voir aussi la traduction en français d’un article avec d’autres points importants de *LifesiteNews* publié le 15 juin 2021 :

http://www.veritepensionnats.ca/uploads/1/2/7/3/127330543/traduction_en_francais_tombes_pas_un_secret.pdf

2. Livre - *Histoire d’un crime national*

Dans son livre intitulé *The Story of a National Crime* (Histoire d’un crime national), publié en 1922 et accessible sur le site :

<https://archive.org/details/storyofnationalcoobrycuoft/page/n7/mode/2up>,

le Dr Peter H. Bryce, alors inspecteur médical en chef du ministère fédéral des Affaires intérieures et indiennes, relate que non seulement son enquête, son rapport et ses recommandations de 1907 en lien avec la santé des Indiens ont été ignorés, puis cachés par le gouvernement fédéral, mais il a également été mis à la retraite forcée. Une loi spéciale a été adoptée spécifiquement à cette fin.

Voir notre traduction en français de son livre :

www.veritepensionnats.ca/uploads/1/2/7/3/127330543/traduction_du_livre_history_of_a_national_crime_histoire_dun_crime_national.pdf

Nous ajoutons ici le lien au rapport de 1907 du Dr Bryce. Pourquoi ? Parce que nous avons lu certains articles qui affirment haut et fort que ledit rapport Bryce de 1907 fait état d’un taux d’abus émotionnel, physique ou sexuel de 90 à 100 % parmi les élèves. Pourtant, si vous lisez ledit rapport, vous ne trouverez aucune référence à des abus émotionnels, physiques ou sexuels, encore moins le taux extraordinaire

citée comme étant un "fait indéniable" signalé dans ledit rapport. Combien d'autres pures inventions sont affirmées comme des "faits indéniables" ? Voir le rapport original en anglais au :

<https://archive.org/details/reportonindianscoobryc/page/n7/mode/2up>

3. Rapport de recherche "Où les enfants (amérindiens) sont-ils inhumés ?"

Voir notre résumé en français du rapport de recherche du professeur Scott Hamilton, anthropologue, publié en 2015 et intitulé "Where are the children buried ?" (Ou les enfants [amérindiens] sont-ils inhumés ?)

https://web.archive.org/web/20211215000000/www.veritepension-nats.ca/uploads/1/2/7/3/127330543/2018_06_2021_resume_du_rapport_du_dr_scott_hamilton.pdf

On y constate la négligence criminelle fédérale en matière de santé des Indiens, et la bonté des Églises pour l'inhumation des corps des enfants, lesquels ont fait les frais de ladite négligence de la part du gouvernement fédéral.

Le rapport original en anglais se trouve ici :

<https://ehprnh2mwo3.exactdn.com/wp-content/uploads/2021/05/AAA-Hamilton-cemetery-FInal.pdf>

4. Article "Certains autochtones ont grandement apprécié leurs pensionnats" :

https://www.cqv.qc.ca/ce_qu_on_ne_dit_jamais_certains_autochtones_ont_grandement_apprecie_leur_pensionnat

5. Article publié dans le *National Post* le 18 mai 2016, montrant que l'Église catholique n'a jamais refusé de compenser les Amérindiens, bien au contraire :

<https://nationalpost.com/opinion/fr-raymond-j-de-souza-the-truth-about-the-churchs-obligation-to-aboriginals>

6. Article publié dans le *National Post* le 4 juin 2021, montrant que l'Église catholique a présenté de nombreuses excuses au peuple Amérindien.

6.1 : Ensemble des démarches d'excuses de l'Église catholique canadienne au fil de l'histoire : Voir le site de la Conférence des Évêques catholiques du Canada au :
<https://www.cccb.ca/fr/peuples-autochtones/pensionnats-indiens-et-cvr/>

6.2 : Le 10 juin 2021, la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) a diffusé un énoncé concernant les démarches de réconciliation en cours entre les peuples autochtones et l'Église catholique du Canada :

<https://www.cccb.ca/fr/annonce/declaration-de-la-cecc-delegation-aupres-du-saint-siege/>

<http://www.veritepension->

[nats.ca/uploads/1/2/7/3/127330543/enonce_cecc_10_juin_2021.pdf](http://www.veritepension-nats.ca/uploads/1/2/7/3/127330543/enonce_cecc_10_juin_2021.pdf)

6.3 : Le 29 juin 2021, la CECC a diffusé un énoncé annonçant les dates officielles d'une délégation au Saint-Siège à Rome :

<https://www.cccb.ca/wp-content/uploads/2021/06/CCCB-statement-on-Delegation-to-the-Holy-See-29-June-2021-FR.pdf>

Fichier PDF de la déclaration ci-dessus :

<https://web.archive.org/web/20211215000000/www.veritepension->

[nats.ca/uploads/1/2/7/3/127330543/enonce_de_la_cecc_sur_la_delegation_amerindienne_au_vatican_29_juin_2021.pdf](https://web.archive.org/web/20211215000000/www.veritepension-nats.ca/uploads/1/2/7/3/127330543/enonce_de_la_cecc_sur_la_delegation_amerindienne_au_vatican_29_juin_2021.pdf)

6.4 L'archevêque de Québec, Mgr Gerald Cyprien Lacroix, démontre **la touchante harmonie** qui règne de plus en plus entre les Autochtones et l'Église :

<https://www.ecdq.org/les-peuples-autochtones-et-leglise-catholique-sur-le-sentier-de-la-guerison/>

(affichage du 7 juillet 2021, actualisé le 13 juillet 2021).

6.5 Excellent article « Comprendre l'histoire des pensionnats » affiché sur le site du diocèse de Québec le 23 juin 2021 **expliquant les chiffres et les détails exacts du dossier** :

<https://www.ecdq.org/comprendre-lhistoire-des-pensionnats/>

7. Article publié dans le National Post le 10 juin 2021, montrant que les abuseurs comprenaient des employés d'entretien et de superviseurs de dortoirs, de simples laïcs engagés par le gouvernement fédéral à très faible salaire, sans aucune vérification préalable de leurs antécédents. Quelle part des abus a réellement été

perpétrée par des personnes religieuses ? Il est affirmé, dans cette source, que lorsque les cas d'abus venaient à se découvrir par la direction religieuse, les employés impliqués étaient congédiés sur le champ.

8. Rapport final de la Commission Vérité et Réconciliation, publié en 2015 dans lequel une témoin affirme, en page 15, "qu'elle est certaine que le prêtre n'avait aucune idée de l'abus qui se passait dans l'école" :

<https://nctr.ca/documents/rapports/?lang=fr>

Sur l'étendue du phénomène des abus sexuels dans les écoles amérindiennes

Ils disent que dans les quelque 140 ans d'existence du programme des pensionnats amérindiens (voir le rapport Hamilton, page 2), à la suite d'une enquête menée par le gouvernement fédéral en 2016, un total de 5 315 personnes sont soupçonnées d'avoir commis de l'abus sexuel, y compris les élèves eux-mêmes entre eux (la proportion attribuable aux élèves, celle attribuable aux employés laïcs, et celle attribuable aux religieux, n'est pas donnée) (voir l'article du National Post du 10 juin 2021). Ça donne, en moyenne, 38 abuseurs par année pour l'ensemble des 150 écoles au pays (voir le rapport Hamilton, page 2), soit 0,25 abuseurs par école par année. Encore une fois, on ne sait pas quelle part de ce chiffre est attribuable aux employés non-religieux et quelle part est attribuable aux élèves eux-mêmes. À la lumière des données ci-dessus, on peut clairement conclure que le phénomène des abus sexuels était loin d'être aussi généralisé que le laissent entendre les médias. Répétons qu'un seul cas, c'est déjà trop, bien sûr. Ce qui précède n'a nullement pour intention d'alléger la gravité de la chose ; seulement de faire la part des choses.

NOMBRE DE RÉCLAMATIONS : EXTRAIT DU RAPPORT FINAL DE LA CVR, P.110 : page_106_rapport_cvr_ampleur_des_reclamations.pdf

<https://nctr.ca/documents/rapports/?lang=fr>

NOTRE CALCUL : A priori, le nombre de réclamations semble intimidant (37 951), mais cet effet est amoindri lorsque divisé par les 140 années d'existence du programme = 271 élèves par année, divisé par 150 écoles = 1,8 élèves par année par école. Puis, ils ajoutent qu'une certaine part des élèves décédés auraient pu, eux aussi, déposer une plainte s'ils étaient encore vivants. Disons que nous appliquons le taux de 48 % cité pour les réclamations admises, on peut alors ajouter 1 542 au

chiffre de 37 951. Ainsi, 39 493 divisé par 140 années = 282 élèves par année, divisé par 150 écoles, égale 1,9 élève abusé par année par école, soit par un autre élève, par un membre du personnel laïc non supervisé (en raison des pratiques d'embauche et de gestion déficientes du gouvernement fédéral), ou par une personne religieuse.

9. Reportage de la télévision de Radio-Canada du 11 juin 2021 sur les pensionnats au Québec :

<https://ici.radio-canada.ca/espaces-autochtones/1800564/pensionnats-autochtones-histoire-quebec-marie-pierre-bousquet>

10. Article dans le journal Le Devoir, 3 juillet 2021 : “Diaboliser afin de se disculper” :

<https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/615417/pensionnats-autochtones-diaboliser-afin-de-se-disculper>

Fichier PDF de l'article ci-dessus :

https://web.archive.org/web/20211215000000/www.veritepensionnats.ca/uploads/1/2/7/3/127330543/diaboliser_afin_de_se_disculper_le_devoir_3_juillet_2021.pdf

11. Faits historiques extrêmement importants rappelés par M. Benoit

Caron, professeur d'histoire, souligne le fait que les missionnaires oblats se sont opposés fermement aux pensionnats fédéraux et ont demandé (avec fin de non-recevoir jumelée à une coupe de subventions étatiques aux écoles oblates préexistantes, donc participation forcée aux pensionnats à défaut de quoi les missionnaires auraient dû complètement abandonner les Autochtones). De plus, ils privilégiaient leur modèle d'école préexistant soit celui de celles établies tout proches des lieux de résidence des Amérindiens, animées dans les langues amérindiennes, sans avoir aucun recours aux enlèvements envisagés, puis perpétrés, par le gouvernement fédéral et sa police montée :

https://web.archive.org/web/20211215000000/www.veritepensionnats.ca/uploads/1/2/7/3/127330543/faits_rappeles_par_m_benoit_caron_professeur_dhistoire.pdf

Lien à l'article d'ou sont tirés les points ci-dessus :

<https://crc-canada.net/etudes-speciales/oeuvre-oblats-nord-ouest-canadien/gouvernement-federal-indiens-de-louest.html>

12. Pour ce qui est des sépultures non identifiées, par M. Laurent Constantin, enseignant d'histoire avec le CSS du Val-des-Cerfs (Granby, Montérégie, Québec)

Extrait de son affichage Facebook daté du 26 juin 2021

Pour ce qui est des sépultures non identifiées... dans bien des cimetières anciens, dits euro-qubécois, il n'y a parfois plus aucun signe visible des sépultures au-dessus du sol. Cela peut être causé par l'urbanisation ou par l'usure du temps (érosion de la pierre, pourrissement du bois). De plus, il est à noter que dans certains cas, pour ce qui est des sépultures d'enfants au Québec, elles n'étaient pas toujours identifiées et il était commun au XIX^{ème} siècle également d'enterrer les enfants et les gens moins fortunés dans des fosses communes [à noter que « fosse commune » n'est nullement synonyme de « charnier » avec enterrement collectif et chaotique à la suite d'une exécution de masse. Les corps sont disposés respectueusement, les uns à côté des autres, année après année.]

Lien à l'affichage Facebook de M. Constantin :

[https://m.face-](https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=10159379801620218&id=590045217&sfnsn=mo)

[book.com/story.php?story_fbid=10159379801620218&id=590045217&sfnsn=mo](https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=10159379801620218&id=590045217&sfnsn=mo)

Fichier PDF de l'affichage de M. Constantin :

<https://www.facebook.com/laurent.constantin/posts/10159379801620218/>

13. Abus physiques (versus sexuels) : Il faut se rappeler que la discipline par la punition corporelle était généralisée dans la société à cette époque. Elle était chose courante dans les familles et dans tous types d'écoles, publiques ou religieuses, amérindiennes ou autres, et ce, encore dans un passé relativement récent. Plusieurs adultes, même âgés actuellement de 40 ans, se souviennent très bien de ces abus physiques dans les écoles publiques dites "blanches" des différentes provinces canadiennes. Cela ne rend pas le phénomène moins déplorable pour autant. Cependant, il serait faux de croire que celui-ci caractérise les pensionnats amérindiens spécifiquement et uniquement. Autrement dit, les victimes de ces abus physiques ont été de toutes races. Il ne s'agit pas ici d'un phénomène raciste, qui aurait été perpétré précisément en raison de la race de la victime. C'est un phénomène de violence dont même les familles indiennes elles-mêmes n'étaient pas exemptes dans leur sein.

14. Le chef de l'Assemblée des premières nations (APN), M. Phil Fontaine, aurait affirmé, dans le journal Ottawa Citizen, en 2006, 2007 ou 2008

(article à repérer), que l'APN n'a jamais logé de plainte contre les Églises, seulement contre le gouvernement fédéral. Il aurait affirmé, dans cet article, que c'est le gouvernement fédéral qui a plutôt inclus les Églises dans cette affaire. Voir la déclaration de M. Fontaine à la suite des excuses présentées formellement par le premier ministre Stephen Harper, le 11 juin 2008, dans laquelle M. Fontaine affirme que l'APN est satisfaite que le gouvernement fédéral reconnaisse et assume l'entière responsabilité de son programme de pensionnats indiens. Il n'est nullement question des Églises :

<https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1100100015697/1571589725919>

Voir aussi l'article Wikipedia sur la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens (CRRPI), entrée en vigueur en 2007, où il n'est nullement question des Églises comme étant mises en cause, mais bien seulement et uniquement le gouvernement fédéral :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Convention_de_r%C3%A8glement_relative_aux_pensionnats_indiens.

15. Article publié le 22 juin 2015 dans le National Post, par Hymie Rubenstein et Rodney Clifton, intitulé “Truth and Reconciliation report tells a skewed and partial story of residential schools” (*Le rapport de la Commission Vérité et Réconciliation donne un compte-rendu biaisé et partiel du vécu en pensionnat amérindien*). Lien à l'article (accessible seulement aux abonnés du journal) :

<https://nationalpost.com/opinion/rubenstein-clifton-truth-and-reconciliation-report-tells-a-skewed-and-partial-story-of-residential-schools>

Extrait (notre traduction en français) :

« Le mandat de la Commission Vérité et Réconciliation était de révéler aux Canadiens, dans toute la complexité de leur vérité, l'histoire et le legs des pensionnats exploités par les Églises, de manière à documenter pleinement les torts subis par les Autochtones, tant sur le plan individuel que collectif... Selon les normes contemporaines qui ont cours dans le domaine juridique et en sciences sociales, le rapport présente de graves manquements, notamment dans son indifférence à la rigueur en matière de collecte de données, en fait de comparaisons, de contextualisation et de liens de causalité. Ce qui fait en sorte que le rapport raconte une histoire biaisée et partielle de ce qui s'est réellement passé dans les pensionnats, et de l'incidence de cette expérience sur les élèves. Les nombreuses lacunes du rapport comprennent ce

qui suit : laisser entendre, sans preuve, que la plupart des élèves ont été gravement heurtés de leur expérience au pensionnat... ; le fait d'assimiler des "Survivants" (le mot portant toujours la majuscule et appliqué à tout élève) au soixante-dix pour cent des Amérindiens qui n'ont jamais fréquenté ces écoles... ; écarter délibérément des études [dépeignant positivement la réalité des pensionnats] réalisées par des générations d'anthropologues compétents et animés de compassion ; ...refuser de lancer un filet permettant de capturer un échantillon suffisamment vaste, tel que l'aurait permis le budget de 60 millions \$ de la Commission, et se cantonner plutôt au témoignage de quelque six mille élèves [sur cent-cinquante mille] ; avoir recours à un échantillon de témoins auto-sélectionnés plutôt qu'aléatoire ; accepter les témoignages comme nécessairement et automatiquement véridiques, sans contre-interrogatoire, sans corroboration ou justification ; conclure que ces témoignages soient représentatifs de la totalité de l'expérience au sein de ces écoles. »

16. Extrêmement révélateur des distorsions délibérées des faits : Article de M. Brian Giesbrecht, juge à la retraite, "Teaching the Residential School Story", 2 novembre 2017.

https://web.archive.org/web/20211215000000/www.veritepensionnats.ca/uploads/1/2/7/3/127330543/teaching_the_residential_school_story_frontend_centre_for_public_policy.pdf

Fichier PDF de l'original en anglais :

<https://fcpp.org/wp-content/uploads/EF09TeachingTheResidentialSchoolStory-Giesbrecht.pdf>

17. Lettre de témoignage de M. Jim Bissell, père d'enfants amérindiens, à M. Lorne Gunter, chroniqueur du *Toronto Sun*.

Fichier PDF de l'original en anglais :

https://web.archive.org/web/20211215000000/www.veritepensionnats.ca/uploads/1/2/7/3/127330543/2021_08_17_testimonial_letter_to_lorne_gunter_by_jim_bissell.pdf

<https://johnsullivancounselling.com/residential-schools-the-other-side-of-the-story/>

18. Article paru dans *Le Devoir* le 11 juin 2022 : « À quand la vérité sur les enfants autochtones disparus à Kamloops? »

Fichier PDF :

www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/721773/libre-opinion-a-quand-la-verite-sur-les-enfants-autochtones-disparus-a-kamloops

Autres articles qui ont paru récemment et qui confirment certains faits.

La plus grande nouvelle fausse au Canada : le charnier de Kamloops démystifié par des universitaires, par Dana Kennedy, 27 mai 2022.

Biggest fake news story in Canada: Kamloops mass grave debunked by academics.

<https://nypost.com/2022/05/27/kamloops-mass-grave-debunked-biggest-fake-news-in-canada/>

The False Narrative of Residential School Burials

“We all heard of horrible lies created by some individuals in order to receive as much money as they could.” - Former Dene Chief Cece Hodgson-McCauley, 2018

<https://www.dorchesterreview.ca/blogs/news/the-false-narrative-of-irs-burials>

THEY WERE NOT FORCED!

The claim that 150,000 status Indian [Natives] children were 'forced' to attend residential schools is misleading at best.

<https://www.dorchesterreview.ca/blogs/news/they-were-not-forced>

Another Big Lie Signed Justin Trudeau!

<https://nationalpost.com/opinion/the-year-of-the-graves-how-the-worlds-media-got-it-wrong-on-residential-school-graves>

Que pourraient révéler les archives religieuses sur les pensionnats autochtones ?

**Par David Bureau,
président du Regroupement des archivistes religieux**

<https://regroupementarchivistesreligieux.wordpress.com/>

Archives du quotidien

Après les découvertes de Kamloops et de Marieval, les supérieurs.es des congrégations Oblats de Marie Immaculée et des Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe ont annoncé l'ouverture de leurs archives. Le but évidemment est de mieux pouvoir comprendre le système mis en place dans les pensionnats autochtones et qui est responsable de cette foule de tombes anonymes.

Il me semble important de souligner que les archives religieuses ne sont pas fermées. Ce sont des archives privées et leur accès relève de leurs propriétaires, dans le cas qui nous occupe les OMI et les SSJSH. Toujours, on peut demander l'accès à des fonds d'archives privées mais des règles s'appliquent pour protéger les renseignements personnels des individus, les bons comme les mauvais, qui se trouvent dans les dossiers conservés. On me permettra d'ajouter que ce n'est pas parce qu'un ensemble de documents est acquit par un service d'archives public (BANQ par exemple) que soudainement tous les documents sont accessibles. Il en va de même pour les institutions publiques qui ne dévoilent pas au premier venu des informations confidentielles. Les archives religieuses, en ce sens, ne sont pas plus fermées que d'autres fonds documentaires.

Mais que nous diront les archives ? Possiblement très peu pour les plus ardens accusateurs de l'Église. Car il faut bien le dire, les archives ne débordent pas toujours du type d'information que l'imaginaire populaire se plaît à nous décrire. Attendons-nous plutôt à une correspondance aride, froide et très « fonctionnaire » qui dira que tel ou tel pensionnat est désormais le problème de la communauté en charge. Qu'il lui revient à elle seule de faire face aux pénuries de nourriture, de bois de chauffage, de personnel qualifié, de transport, etc. On trouvera des livres de comptes, des lettres aux supérieurs demandant ici quelques sous de plus, là se plaignant du froid constant. Dans ces conditions, pouvait-on vraiment prendre soin d'enfants qui étaient pour certains déjà affaiblis physiquement, psycholo-

giquement et spirituellement par la perte de leurs repères ? Des enfants parfois arrachés à leur famille ?

Il serait plus que surprenant que les archives de ces congrégations révèlent, caché aux fonds d'une boîte qui n'a pas été ouverte depuis plus de 100 ans, un long exposé détaillé d'un plan machiavélique nommant les responsables, les méthodes à utiliser et la finalité diabolique d'un plan ourdi depuis le siège de saint Pierre.

Un bouc-émissaire bien utile

Mon opinion actuelle est que l'Église catholique a été un outil idéal pour les forces politiques afin d'accomplir une besogne : de par son pouvoir sur une partie de la population autochtone, son histoire et son esprit missionnaire, l'Église pouvait jouer un rôle de confiance de façade auprès des nations autochtones. Après tout, il y avait au moins deux cents ans de cohabitation tendue ou fructueuse entre l'Église, les missionnaires et les autochtones. De plus, privée par sa nature juridique, établit aux quatre coins du pays, pouvant déployer et mobiliser une main d'œuvre volontaire et peu coûteuse, l'Église était aussi une institution que les gouvernements savaient être capable de discrétion. Si des membres de l'Église ont fait preuve d'un comportement condamnable allant à l'encontre de tout ce qu'elle propose comme voie spirituelle, certains représentants de l'appareil politique ont aussi leur part du blâme et ne doivent pas être exclus de l'équation. Il faut trouver, nommer et juger à la lecture des archives disponibles tous les coupables.

Les bons religieux

Il n'y aura peut-être pas que des inconvénients à ouvrir les archives des congrégations concernées. Beaucoup d'information sera disponible. On prendra alors connaissance que, bien souvent, l'Horreur et la Beauté siègent côte-à-côte dans le même bateau et que la vérité est, comme presque à chaque fois, beaucoup plus nuancée que ce que nous font croire les détracteurs de tous bords tous côtés.

Nous serons peut-être surpris par ce que les documents vont nous révéler : à savoir qu'au sein même des communautés religieuses se trouvent des hommes et des femmes parfois gentils, parfois méchants, souvent croyants, parfois moins. Des personnes qui proviennent de milieux favorisés ou pauvres, des gens qui se sont retrouvés là par défis ou par dépit. Certains y ont trouvé un milieu de vie correspondant à leurs aspirations, d'autres une couverture pratique pour commettre des crimes, sans soucis des répercussions. Et, comme dans la société civile, une très vaste majorité d'êtres humains essayant tant bien que mal de vivre leur vie aux

mieux de leurs capacités et de leurs convictions, faisant le bien ou le mal autour d'eux, avec ou sans égard pour leur famille, leurs proches, leurs amis, leurs voisins.

Ironiquement, il y a près d'un an, on voyait fermer dans la quasi-indifférence les archives des Sulpiciens. Eux aussi ont été en contact avec les nations autochtones, notamment la nation Mohawk par le truchement de la Seigneurie des Deux-Montagnes. Dieu sait ce qui advient de ces archives à l'heure actuelle. Encore heureux que les bons pères OMI et les bonnes sœurs SSJSH aient fait l'effort de conserver les traces de notre passé. Là, au moins, nous pouvons encore accéder aux documents et réfléchir ensemble sur ce passé trouble.

Accusations du Premier ministre Justin Trudeau envers l'Église catholique et articles et lettres personnels sur le sujet

Le Premier ministre, Justin Trudeau, a accusé haut et fort publiquement que l'Église catholique est la seule coupable, alors que d'après les documents historiques et les archives existantes, le vrai coupable est le gouvernement fédéral de l'époque.

Bien entendu, on ne peut nier la participation de certains membres de l'Église catholique à l'exercice du gouvernement fédéral, même si l'Église catholique n'était pas l'instigatrice et même si les dits abus étaient de loin aussi généralisés qu'on le laisse entendre.

www.ledevoir.com/politique/canada/607791/trudeau-reclame-des-excuses-a-l-eglise-catholique-pour-les-pensionnats-autochtones

www.journaldemontreal.com/2021/06/04/pensionnats-autochtones-trudeau-sermonne-leglise-catholique

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1798884/reste-enfants-ottawa-kamloops-excuses-communaute-trudeau>

Quelques écrits personnels publiés à ce sujet

La première lettre s'intitule : « Les fosses communes des enfants amérindiens : Et si on disait toute la vérité ou presque. »

Elle s'adresse au Premier ministre Trudeau. Elle veut rétablir les faits et mettre fin aux demandes de pardon de l'Église catholique exigées par le Premier Ministre, alors que c'est à lui de remercier cette dernière de tout ce qu'elle a fait pour que le Canada devienne ce qu'il est aujourd'hui.

www.pressreader.com/canada/metro-montreal/20210714/281578063669240

La seconde lettre qui s'intitule : « Des églises brûlent : un mutisme éloquent et inquiétant » questionne le Premier Ministre sur son mutisme lors des incendies et du vandalisme de 50 églises dans les provinces de l'ouest du Canada. Plusieurs journaux ont réalisé la gravité de ces événements et cette lettre a été publiée dans :

Le Devoir, le Journal de Montréal, TVA nouvelles, Le Soleil, Le Droit, le Journal de Québec, La Tribune, Le Nouvelliste.

www.journaldemontreal.com/2021/07/26/des-eglises-brulent--un-mutisme-eloquent-et-inquietant

Un article publié dans le journal Metro, décrit l'erreur d'apostasier en se basant sur les fausses informations qui ont circulé dans les journaux :

<https://journalmetro.com/debats/2678308/fosse-commune-des-enfants-autochtones-apostasie-et-si-on-sy-attardait/amp/>

Un autre article décrit la non pertinence de demander pardon au nom de l'Église catholique et de laisser croire ainsi que c'est elle en soi, en tant qu'institution, qui est fautive :

<https://journalmetro.com/debats/2707917/autochtones-pensionnats-eveques-catholiques/>

Conclusion

Tous les articles, qui rapportent des faits et des opinions de personnes qui ont vécu des situations concrètes, parlent beaucoup d'eux-mêmes.

Après avoir pris connaissance de plusieurs faits, madame Hymie Rubenstei, professeur titulaire en anthropologie à l'Université du Manitoba se demande s'il est pertinent que les représentants du gouvernement investissent de l'argent pour des problèmes qui n'existent pas plutôt que de faire le gros du travail pour améliorer les chances de vie des peuples autochtones qui languissent dans des réserves sans issue.

De plus, il appert injuste et abusif de mettre tout le blâme sur l'Église catholique, alors que d'après les documents historiques et les archives existantes, le vrai coupable est le gouvernement fédéral de l'époque.

Tel que lu précédemment, des membres de l'Église catholique de l'époque étaient contre toute cette idée d'enlever les enfants de leur milieu, mais ils se sont sentis forcés d'y participer, car on leur a enlevé leurs subsides. Bien entendu, ils n'auraient pas dû accéder à la demande du gouvernement fédéral et ils ont leur part de responsabilité dans cette affaire, mais est-ce une raison pour jeter le blâme en totalité sur tous les missionnaires, les religieux et les religieuses et nier tout le bien que plusieurs d'entre eux ont fait pour prendre soin, soigner et aider les autochtones du mieux qu'ils pouvaient avec le peu de moyens qu'ils avaient?

Il est très louable de demander pardon aux autochtones au nom des membres de l'Église catholique qui ont commis ces erreurs. Il est aussi très louable de vouloir offrir aux autochtones toute l'aide nécessaire et de vouloir cheminer ensemble vers une voie de guérison et de réconciliation. Cependant, c'est une grande erreur de demander pardon au nom de l'Église catholique, car on laisse croire ainsi que c'est Elle en soi, en tant qu'institution, qui est fautive comme si cette dernière produisait par sa mission et ses valeurs des malfaiteurs, des abuseurs physiques et psychologiques, alors qu'il s'agissait seulement de certains membres de l'Église

(laïcs ou religieux) dont ce n'était pas la place et non de tous. Ce qui est le cas aussi de d'autres personnes dans la société qui font partie de groupes ou d'associations.

À cet effet, il y a lieu de se demander quand un joueur de hockey ou un professeur commet des abus physiques, psychologiques, sexuels ou la pédophilie, allons-nous accuser la Ligue nationale de hockey ou le Ministère de l'Éducation et exiger leur pardon? Et va-t-on se priver d'assister aux joutes de hockey ou de retirer nos enfants des écoles? Il nous faut donc nous questionner pourquoi lorsqu'il s'agit de certains membres de l'Église catholique, le rejet de cette dernière est total et on exige son pardon?

Bien entendu, les excuses apporteront beaucoup de paix aux autochtones ! Il est essentiel de demander pardon au nom de toutes ces personnes qui ont posé des gestes déplorables et indéniables à quelque degré que ce soit et mettre un baume sur les blessures de toutes les personnes autochtones qui ont été touchées de près ou de loin par ces mauvais agissements en leur offrant entre autres de l'écoute, une aide psychologique et un accompagnement physique pour améliorer leur qualité de vie tout en respectant leurs besoins.

En espérant de tout cœur que la vérité, la justice et la paix règnent dans cette affaire pour une réconciliation durable.

Remerciements

Un grand Merci à toutes les personnes que la vérité habite dont Isabelle et Ward O'Connor qui, grâce à leurs recherches, ont pu repérer des documents historiques et des archives très précieux pour la cause et ont conçu un site web à cet effet.

Merci aussi à tous ceux et celles qui ont traduits les textes en français et à tous ceux et celles qui ont participé aux recherches ou ont contribué à l'envoi de la documentation, sans oublier David Bureau, président du Regroupement des archivistes religieux

MERCI à Serge Gendron pour les corrections apportées au texte et à Pascale Garber pour la mise en page de ce dossier.

La recherche de la vérité est la plus noble des occupations, et sa publication est un devoir.

Mme de Staël

Parce que la liberté vous rendra libre.

Jean 8, 32

Monique Khouzam Gendron
Gestionnaire et bibliothécaire professionnelle

moniquekhouzam@yahoo.ca

<https://moniquekhouzam.wordpress.com/>